

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS **DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers : 19

présents : 16

pouvoir : 3

L'an deux mille huit et le vingt huit mars, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur Gabriel UVERNET, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire ; GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, DIETRICH-WEISS Elisabeth, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints ; MARTIN Alain, Conseiller municipal délégué ; PELLERIN Annick, LACREUSE Brigitte, GIROUD Patrick, EGENSCHWILLER Sabine, DOTTA Stéphane, , BLANC Aymeric-Numa, MATI Chantal, FILERI Grégory, LAMBERT-CONSTANT ELIANE.

Absents et excusés :

BESSONE Eric (pouvoir à DOTTA Stéphane)

HILY Guy(pouvoir à GARCIA Eric)

BUISINE Serge(pouvoir à LEBORGNE Sylvie)

Objet :renouvellement de délégation pour l'exercice du Droit de Prémption Urbain

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L210-1, L 211-1, L 300-1,

Vu le P.O.S. approuvé le 20 septembre 1993,

Vu la délibération du 13 juin 1996 instituant le droit de préemption urbain dans les zones U du P.O.S.,

Considérant que par cette délibération, (puis celle du 25/09/2006 la renouvelant), le Conseil municipal a institué, une délégation au profit du Maire ou de son représentant pour exercer le droit de préemption urbain, (D.P.U.)

Considérant que s'il n'est pas souhaitable de remettre en cause l'institution du droit de préemption urbain tel que décrit, il convient en revanche de renouveler la délégation afin de permettre l'effectivité de la procédure,

Monsieur le Maire rappelle que le Droit de préemption urbain est institué sur les zones U de la Commune et permet de favoriser notamment une politique locale de l'habitat et le maintien et l'extension des activités économiques. Il ne s'agit pas d'une procédure d'expropriation, lorsqu'un propriétaire d'un bien soumis à D.P.U.manifeste sa volonté d'aliéner un bien ,il doit réaliser une déclaration (D.I.A.) auprès de la Commune qui dispose d'un délai court pour réaliser les procédures selon son choix de préempter ou non.

Chaque décision d'user du droit de préemption urbain selon la délégation accordée au maire par le conseil municipal est rendue publique.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE

- De conserver l'institution du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U de la Commune du THORONET réalisée par délibération en date du 13 juin 1996,
- De donner de nouveau délégation à Monsieur le Maire ou à son représentant pour exercer ce droit de préemption

Adopté à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jour, mois, et an que dessus et ont signé les membres présents.

Copie certifiée conforme à l'original
Le 31mars 2008,



GABRIEL UVERNET

